

Familles en mouvance Dynamiques intergénérationnelles

Un partenariat de recherche sociale, multidisciplinaire et multisectoriel

Bulletin de liaison, volume 6, no 1, juin 2006

Table des matières

| | |
|---|----|
| Les méthodes contraceptives irréversibles: une étude comparative du recours à la ligature des trompes et à la vasectomie au Québec et en France | 1 |
| La parentalité dans les organismes communautaires Famille | 3 |
| Les ajustements du droit aux nouvelles réalités de l'adoption internationale | 4 |
| La transformation des normes de la vie sexuelle, familiale et reproductive au Québec | 5 |
| Le choix d'un ou plusieurs prénoms | 6 |
| Des nouvelles des partenaires du milieu communautaire | 7 |
| Des nouvelles des partenaires du milieu gouvernemental | 8 |
| Présentation d'un ouvrage: <i>Canada's Changing Families. Implications for Individuals and Society</i> | 9 |
| Le Partenariat | 10 |

Les méthodes contraceptives irréversibles: une étude comparative du recours à la ligature des trompes et à la vasectomie au Québec et en France

Laurence Charton

(Maître de Conférences à l'Université Marc Bloch, Strasbourg (France), et membre invitée du Partenariat *Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles* coordonné par l'INRS Urbanisation, Culture et Société à Montréal)

Évelyne Lapierre-Adamcyk

(Professeure titulaire à l'Université de Montréal et membre du Partenariat)

et Françoise-Romaine Ouellette

(Professeure titulaire à l'INRS et directrice scientifique du Partenariat)

A l'automne 2005, le Partenariat Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles, coordonné par l'INRS Urbanisation, Culture et Société à Montréal, a décidé de subventionner une recherche sur le recours à la stérilisation contraceptive au Québec et en France.

Cet article a pour objectif de présenter la recherche en cours.

Le recours à la stérilisation comme méthode contraceptive s'est répandu rapidement au Québec dans la première moitié des années 1970. Alors que l'Europe vivait sa «deuxième révolution contraceptive» avec l'adoption massive par les femmes des anovulants (Leridon et al. 1987), le Québec connaissait presque en même temps sa «troisième révolution contraceptive» avec le recours à la stérilisation¹ pour limiter de manière définitive la taille des familles (Henripin et al. 1981). Le nombre des stérilisations a continué ensuite d'augmenter jusqu'au milieu des années 1990, avant d'enregistrer une légère baisse (Marcil-Gratton et Lapierre-Adamcyk 1989; Marcil-Gratton 2000).

En 1974, près de 28 800 femmes ont eu recours au Québec à une ligature des trompes contre 5 705 en 1971, soit un taux pour 1 000 femmes en âge de procréer (15-45 ans) de 14,3 contre 4,7 quatre ans plus tôt. Si le nombre d'hommes vasectomisés atteignait dans une première phase un niveau de stérilisation bien

inférieur à celui des femmes (6 527 soit 3,8 vasectomies pour 1 000 hommes en 1971, et 14 161 vasectomies soit 7,6 pour 1 000 en 1979), l'écart entre hommes et femmes stérilisés s'est ensuite fortement réduit. Depuis 1988, le nombre annuel de vasectomies dépasse même celui de ligatures, et l'écart entre les deux en 2002 a doublé en faveur des stérilisations masculines: 7 997 ligatures contre 14 966 vasectomies (Duchesne 2003). Cette observation révèle un changement dans l'implication des hommes au niveau de la régulation des naissances au sein des couples.

En France (et en Europe), contrairement au Québec (et à l'Amérique du Nord), le recours à une stérilisation comme méthode contraceptive reste rare. Vers le milieu des années 1990, 4,1 % des femmes et 0,2 % des hommes âgés entre 20 et 49 ans rapportent être stérilisés (Leridon 2000). La pilule anovulante et le stérilet restent les méthodes contraceptives les plus utilisées. En 2000, près de 46 % des femmes âgées de 18-44 ans et 28 % âgées de 40-44 ans ont déclaré en France prendre la pilule (Enquête Co-

con 2001) contre au Québec, en 1998, respectivement 25 % et 5 % des femmes des mêmes groupes d'âge (Duchesne 2004).

Cette différence dans les méthodes contraceptives utilisées entre la France et le Québec peut trouver un élément d'explication dans le fait qu'en France la stérilisation fut longtemps considérée comme une intervention mutilante par l'Ordre des Médecins. Cette méthode contraceptive n'est d'ailleurs dépenalisée dans ce pays que depuis le 30 mai 2001.

Il existe ainsi des pratiques différentes dans le type de méthodes contraceptives utilisées. L'une permet une maîtrise «parfaite» et irréversible de sa fécondité. L'autre, quasiment tout aussi fiable², mais associée à de nou-

¹ Notons que la stérilisation fut, dès 1970, la méthode contraceptive la plus utilisée aux États-Unis par les femmes blanches âgées de 30 à 44 ans (15,8 % en 1970; Westoff et Ryder 1977: 19).

² Sa fiabilité est estimée entre 99,5 et 99,8 % lorsqu'elle est bien utilisée et prise à heure régulière.

velles «contraintes» (prise quotidienne de la pilule, visite régulière chez le gynécologue, etc.), permet une réversibilité de sa fertilité. On peut s'interroger sur les raisons qui conduisent les femmes et les hommes au Québec à avoir recours relativement massivement à une stérilisation et, réciproquement, sur celles qui poussent les personnes en France à opter encore plus fréquemment pour une méthode contraceptive réversible jusqu'en fin de vie reproductive. De même, on peut s'interroger sur la manière dont se gère au sein des couples le choix des méthodes contraceptives utilisées, et en particulier lorsqu'il s'agit d'un recours à une stérilisation.

Au vu des écarts de niveaux de stérilisation entre le Québec et la France, on peut penser que les pratiques contraceptives choisies par les couples prennent leur signification dans la trame de la vie sociale. Ainsi, l'analyse des pratiques contraceptives et de leur évolution peut se concevoir comme un révélateur d'un système de valeurs. Une meilleure connaissance de la signification qui se joue et se développe au niveau des pratiques contraceptives peut contribuer alors à une approche prospective des niveaux de fécondité actuelle, mais aussi à une meilleure compréhension des négociations qui s'opèrent entre partenaires autour des questions liées à la reproduction (taille de la famille et gestion contraceptive notamment).

La compréhension des logiques et des stratégies associées aux pratiques contraceptives, et plus spécifiquement au recours à la ligature des trompes et à la vasectomie au sein des couples, se présente finalement comme un élément pertinent pour quiconque s'interroge sur la santé reproductive et les pratiques en matière de préventions sexuelles. De même, il s'agit de questions importantes pour quiconque s'interroge sur le non-renouvellement des générations et sur l'opportunité et l'efficacité de toute action concertée en vue d'inciter les couples à avoir un ou des enfants de plus (Marcil-Gratton 1981). Enfin, mieux connaître les personnes qui ont recours à une stérilisation contraceptive et les effets indésirables qui peuvent y être associés peut permettre de modifier certains aspects de la pratique médicale de la stérilisation et contribuer à éviter les réanastomoses et vasovasostomies (Marcil-Gratton *et al.* 1988).

Des études antérieures, menées en grande partie par des chercheuses québécoises associées à ce projet, ont permis, outre de relever l'ampleur du recours à la stérilisation contraceptive depuis les années 1970 (Lapierre-Adamczyk et Marcil-Gratton 1981), de mettre en évidence une décennie plus tard les premières inquiétudes vis-à-vis de certains effets indésirables, notamment au regard du regret (Marcil-Gratton *et al.* 1985; Marcil-Gratton 1988).

Il n'existe pas cependant d'études récentes sur l'évolution des méthodes contraceptives au Québec, ni une réflexion sur les nouvelles tendances de comportements eu égard au recours à la ligature des trompes et à la vasectomie. Aucune étude récente actuellement n'aborde par ailleurs la manière dont ces pratiques se négocient au sein des couples, alors que les chiffres les plus récents montrent des changements au sein des couples (comment décide-t-on par exemple au sein des couples de recourir à la stérilisation?). Pourtant, le rapport des femmes et des hommes à la contraception est un élément important que ce soit en termes de santé reproductive ou de dynamique sociale.

Dans le cadre de ce projet, nous proposons d'examiner plus en avant le lien entre le recours à une ligature des trompes ou à une vasectomie (comme réponse à un non-désir de [d'une nouvelle] parentalité), et le rapport des femmes et des hommes à leur «potentialité de parent» en tant que marqueur d'une identité sociale.

L'hypothèse de recherche est que les femmes et les hommes qui ont eu recours dès le milieu des années 1970 à la stérilisation inscrivent leur acte (consciemment ou non) dans un rejet du «risque de (nouvelle) parentalité». La «légitimité» de ce recours pour ces personnes pourrait se comprendre ainsi comme liée à la revendication de liberté sous toutes ses formes, tel le droit à la parentalité choisie et à une sexualité non assujettie à un risque de grossesse (Thebaud 2001).

Ce projet vise donc à comprendre les écarts dans le recours à la ligature des trompes et à la vasectomie entre le Québec et la France, et finalement les logiques qui sous-tendent les pratiques contraceptives; à cerner l'évolution des représentations associées à la reproduction au fil

des générations; à appréhender les stratégies au sein des couples autour des questions liées à la reproduction.

Ce projet comporte deux volets

Le premier volet est consacré à l'analyse de données d'enquêtes longitudinales françaises (Étude de l'Histoire Familiale - EHF 1999; Enquête Cooon 2001) et canadienne (Enquête Sociale Générale-ESG 2001) dans le but d'examiner conjointement les trajectoires conjugales et familiales de générations françaises et québécoises, et les facteurs associés au recours à une stérilisation (âge, niveau de formation, situation conjugale, nombre d'enfants, etc.). Cette approche permettra dans un premier temps de relever le rôle des trajectoires individuelles dans l'explication des comportements familiaux et dans le moment du recours à une éventuelle stérilisation contraceptive. Dans un second temps, cette approche quantitative et comparative permettra d'observer si le recours à une stérilisation contraceptive a une influence sur la taille des familles et sur le niveau général de la fécondité. En fonction des approches effectuées, trois types de méthodes statistiques seront plus particulièrement utilisés: des descriptions statistiques, des régressions logistiques et des analyses biographiques (*event history analysis*).

Le second volet porte sur l'analyse d'entretiens biographiques (type récits de vie) menés au Québec et en France auprès d'une dizaine de femmes et d'une dizaine d'hommes. Ces femmes et ces hommes répondront à des parcours conjugaux et familiaux variés, elles/ils auront eu recours à une stérilisation contraceptive (les personnes ayant eu recours à une stérilisation médicale seront exclues de nos échantillons).

A ce jour, les entretiens québécois ont été réalisés (auprès de 8 hommes et 13 femmes rencontrés durant l'hiver 2005 à Montréal et en région métropolitaine), leur analyse est en cours. Les entretiens français devraient avoir lieu à l'automne 2006. Les premiers résultats des analyses des enquêtes quantitatives canadienne et française devraient être diffusés à l'hiver 2006.

Les méthodes contraceptives irréversibles: Références

- CHARTON L. (2006). *Familles contemporaines et temporalités*, Paris, L'Harmattan, 260 pages.
- DUCHESNE L. (2003). *La situation démographique du Québec. Bilan 2003, Les ménages au tournant du XXI^e siècle*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 363 pages.
- DUCHESNE L. (2004). *Évolution des principaux indicateurs démographiques du Québec*, Santé, Société et Solidarité, n° 1, Dossier Naître en France et au Québec, Québec, Institut de la statistique du Québec, 40 pages.
- ENQUÊTE COOON (cohorte pour l'étude des conditions d'utilisation de la contraception) (2001). INSERM/INED.
- HENRIPIN J., HUOT P.-M., LAPIERRE-ADAMCYK É. et MARCIL-GRATTON N. (1981). *Les enfants qu'on n'a plus au Québec*, collection «Démographie canadienne», n° 5, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 410 pages.
- LERIDON H., CHARBIT Y, SARDON J.-P. et TOULEMON L. (1987). *La seconde révolution contraceptive. La régulation des naissances en France de 1950 à 1985*, Paris, INED, 289 pages.

La parentalité dans les organismes communautaires Famille

Denise Lemieux* (dir.), Johanne Charbonneau et Michelle Comeau,
avec la collaboration de Jean-Philippe Pleau, Marie-Hélène Poirier et Geneviève Poirier

*Sommaire du rapport final** présenté au FQRSC dans le cadre du Programme Action concertée pour le soutien et la promotion de la recherche sur la famille et les responsabilités parentales, novembre 2005.*

Réalisé dans le cadre d'une Action concertée financée par 10 organismes publics (ministères, conseils, CLSC) intéressés par l'intervention dans le secteur famille, ce projet a pour objectifs d'étudier dans sa diversité l'action des organismes communautaires Famille (OCF) concernant les parents et les enfants, d'en analyser les approches et les activités et d'en situer l'émergence en rapport avec les transformations contemporaines de la parentalité. Ces actions s'adressent-elles surtout aux mères et aux jeunes enfants? Comment rejoindre les pères? Rejoignent-elles divers types de familles et de parents? L'enquête qui suit a été réalisée en collaboration avec les 4 principaux regroupements d'organismes du secteur famille au Québec.

La problématique situe ces actions communautaires dans les transformations de la parentalité et des rôles familiaux à l'époque actuelle et dans l'intérêt accru de l'État pour les enjeux de la parentalité. Faisant suite à une précédente recherche sur l'histoire d'un mouvement en faveur de la politique familiale au Québec, qui a mobilisé les regroupements du secteur famille et des groupes de femmes mais aussi plusieurs instances publiques au cours de la période 1960-1990 (Lemieux et Comeau 2002), le contexte de la recherche permet d'aborder la multiplication des maisons de la famille et des ressources famille au cours des années 1990 en la situant dans la transformation des rapports entre l'État et le mouvement communautaire.

Favorisées à la fois par la décentralisation des politiques, par l'effervescence de l'Année internationale de la famille en 1994 et par des financements accrus de l'État envers l'action bénévole, des collaborations formelles et informelles se sont établies entre le public et le communautaire autour des parents et des enfants. Pour expliquer la diversité des actions entreprises dans les OCF anciens et nouveaux découlant de leurs missions respectives mais aussi de leur adoption de programmes mis en place dans le cadre de politiques publiques, il faut évoquer également les transformations de la parentalité et les besoins accrus d'entraide, de soutien et d'apprentissage de savoirs, auxquels ces activités communautaires viennent répondre.

La méthodologie décrite implique deux étapes successives : d'abord (1) un état des lieux de la présence des organismes dans les 17 régions du Québec qui a donné lieu à des documents de travail, suivi (2) d'un terrain effectué dans 14 organismes choisis pour représenter divers types de régions, des organismes qui diffèrent par leur degré d'ancienneté, leur mode de création, leurs destinataires et leurs missions. Il s'agit d'un échantillon théorique, non représentatif de l'ensemble, mais approprié à une étude exploratoire. En recourant à une méthodologie qualitative comportant des entrevues de type récits de vie/récits de pratiques, cinq entretiens ont été recueillis et enregistrés dans chaque organisme auprès de 2 intervenants et de 3 parents. Les données ont été traitées de façon à protéger l'anonymat.

Le rapport utilise l'ensemble du corpus d'entrevues et présente des résultats de l'analyse en rapport avec les hypothèses de travail découlant de la problématique. Cette présentation permet d'évoquer certaines caractéristiques et modes de fonctionnement des organismes visités: formation des dirigeants et des intervenants, types de clientèles, formes familiales et milieux des familles rejointes, approches privilégiées et activités offertes. Une analyse des trajectoires des dirigeants et des intervenants révèle la professionnalisation d'un secteur qui fait également appel aux expériences communautaires et à des valeurs de partage et de don. Une analyse des trajectoires des parents rencontrés permet de cerner les principaux motifs de leur entrée dans l'organisme et leurs perceptions de l'aide reçue et de leur participation aux activités.

Cette vue d'ensemble permet de saisir l'existence d'une approche globale et visant l'appropriation des savoirs par les parents ainsi que le respect de leurs valeurs et styles de vie. Elle donne un aperçu de la multiplicité des missions et d'approches spécifiques au sein des organismes ainsi que de la diversité des activités qui y sont initiées. Ces résultats révèlent l'existence de liens multiples entretenus avec les services publics (références, programmes) ainsi que les principales problématiques familiales qui sont traitées dans le communautaire. Par ailleurs, elle révèle les tensions avec le système public découlant des fonctionnements très différents, de la non-reconnaissance des expertises présentes dans le communautaire et d'une compétition pour les ressources due au sous-financement de ce secteur.

Une publication subséquente utilisera davantage le contenu des entrevues pour présenter les conceptions de la famille qui circulent dans les organismes communautaires et la transformation des rôles familiaux qui s'y manifestent.

* Denise Lemieux est professeure à l'INRS UCS et Johanne Charbonneau est professeure et directrice du Centre Urbanisation, Culture et Société. Elles sont toutes deux membres de l'équipe du Partenariat.

** Vous pouvez consulter l'ensemble de ce document sur le site du partenariat: <http://partenariat-familles.inrs-ucs.quebec.ca/DocsPDF/FQRSC.pdf>

Les ajustements du droit aux nouvelles réalités de l'adoption internationale

Françoise-Romaine Ouellette*, Chantal Collard, Carmen Lavallée,
avec la collaboration d'Andrea Cardarello, Geneviève Garnon,
Caroline Méthot, Géraldine Mossière et Julie St-Pierre

*Sommaire du rapport final** présenté au FQRSC dans le cadre du Programme Action concertée pour le soutien et la promotion de la recherche sur la famille et les responsabilités parentales, novembre 2005.*

Dans le cadre de cette recherche, menée en partenariat avec le Secrétariat à l'adoption internationale et l'Association des centres jeunesse du Québec, nous avons examiné certaines dispositions législatives et certaines pratiques relatives à l'adoption internationale dans une perspective comparative et interdisciplinaire (droit et anthropologie). Ceci, en regard des aspects suivants: 1) la connaissance des origines, notamment l'accès des adoptés aux renseignements contenus dans leurs dossiers et les contacts établis avec la famille d'origine; 2) l'adoption d'un enfant apparenté ou adoption «famille»; et 3) l'adoption par des personnes vivant en couple homosexuel. Pour chacun de ces aspects, le projet visait à mettre en relation les normes juridiques et les pratiques, en comparant les approches privilégiées dans différents pays d'accueil et d'origine, en dégagant les conceptions, normes et valeurs qu'elles véhiculent et en identifiant leurs principaux impacts pour les enfants adoptés et leurs familles. L'analyse juridique a porté: a) sur des législations du Québec, d'autres provinces

canadiennes et de plusieurs pays d'origine et d'accueil, notamment sur les effets comparés de l'adoption plénière et de l'adoption simple et sur les règles de confidentialité; b) sur les implications de la *Loi assurant la mise en oeuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives* (Québec 2004); c) sur la *Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles en matière de filiation* (Québec 2002). D'un point de vue anthropologique, nous avons exploré de manière qualitative diverses pratiques et expériences d'adoption internationale, notamment la circulation des renseignements sur les origines des adoptés, les retrouvailles internationales et les voyages de retour et l'adoption, par des immigrants québécois, d'un enfant apparenté domicilié dans leur pays d'origine. Nos résultats montrent que, dans certains cas, les effets de notre adoption plénière (qui opère une rupture définitive des liens familiaux d'origine) et l'application par les États signataires des principes et des règles mis en

avant dans la *Convention internationale sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* opèrent une conciliation très imparfaite des intérêts des pays d'origine, des familles biologiques et des adoptés avec ceux des adoptants et des pays d'accueil. Cependant, des modalités d'adoption plus ouvertes et plus inclusives peuvent constituer des alternatives légales à la fois protectrices de la personne de l'enfant et de ses antécédents familiaux, sociaux et culturels. Les médiations institutionnelles limitent les dérives possibles vers le trafic d'enfants, mais leur renforcement tend à modifier l'équilibre des pouvoirs entre l'ordre judiciaire et l'ordre administratif, au profit de ce dernier, et à accentuer la professionnalisation de l'adoption. Quant aux pratiques informelles qui visent à contourner les contraintes légales et administratives ou qui se déploient à leur marge, elles ne prennent sens qu'en autant que sont mises au jour les dynamiques familiales et les logiques culturelles qui les structurent.

* Françoise-Romaine Ouellette est professeure à l'INRS UCS et directrice scientifique du Partenariat; Chantal Collard est professeure d'anthropologie à l'Université Concordia; Carmen Lavallée est professeure à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

** Vous pouvez consulter l'ensemble de ce document sur le site du partenariat: <http://partenariat-familles.inrs-ucs.quebec.ca/DocsPDF/AjustementsDuDroit.pdf>

Les méthodes contraceptives irréversibles: Références (suite)

LERIDON H. (2000). «La stérilisation en France et dans le monde», dans A. Giami et H. Leridon (ed.), *Les enjeux de la stérilisation*, collection «Questions en santé publique», Paris, INSERM/INED: 173-181.

MARCIL-GRATTON N. (1981). «Le recours spectaculaire à la stérilisation au Québec de 1971 à 1979», *Cahiers québécois de démographie*, vol. 10, n°2: 189-210.

MARCIL-GRATTON N., LAPIERRE-ADAMCYK E. et DUCHESNE C. (1985). *Les facteurs associés au regret à la suite de la ligature des trompes: une enquête auprès des obstétriciens-gynécologues du Québec*, Département de démographie, Université de Montréal, 89 pages.

MARCIL-GRATTON N. (1988). «Stérilization regret among women in Metropolitan Montreal», *Fam. Plann. Perspect* 20: 222-227.

MARCIL-GRATTON N. et LAPIERRE-ADAMCYK E. (1989). «L'Amérique du Nord à l'heure de la troisième révolution contraceptive: la montée spectaculaire de la stérilisation au premier rang des méthodes utilisées», *Espace, Population, Sociétés* 2: 239-248.

MARCIL-GRATTON, N. (2000). «De l'interdiction à la libéralisation: les paradoxes entourant le recours à la stérilisation en Amérique du Nord», dans A. Giami et H. Leridon (éditeurs), *Les enjeux de la stérilisation*, collection «Questions en santé publique», Paris, INSERM/INED: 225-248.

LAPIERRE-ADAMCYK E. et MARCIL-GRATTON N. (1981). *La stérilisation au Québec, 1971-1979, Rapport de recherche 1979-1981, première phase*, Département de démographie, Université de Montréal, 127 pages.

THEBAUD F. (2001). «Féminisme et maternité: les configurations du siècle», dans *Maternité, affaire privée, affaire publique*, sous la direction d'Yvonne Knibiehler, Paris, Bayard Presse: 29-47.

WESTOFF C. F. et RYDER N. B. (1977). «The Contraceptive Revolution», Princeton/New Jersey, Princeton University Press, 355 pages.

La transformation des normes de la vie sexuelle, familiale et reproductive au Québec

Benoît Laplante

Professeur à l'INRS UCS et membre du Partenariat Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles,
l'auteur présente ici deux projets de recherche.

La montée de la cohabitation comme forme de vie commune est l'un des éléments centraux de la deuxième transition démographique. Les études sur la cohabitation au Canada montrent qu'elle est plus répandue au Québec que dans le reste du pays. Malgré les nombreuses études consacrées au sujet, on ne sait pas pourquoi ni comment cette différence est apparue. Il n'est pas rare que l'on relie ce changement, et d'autres changements dans les normes de la vie sexuelle, familiale et reproductive au Québec, au déclin du catholicisme dans cette société. Dans ce projet de recherche, nous examinons cette hypothèse de manière plus systématique que cela n'a été fait jusqu'à maintenant.

On sait que la population du Québec a longtemps été majoritairement catholique alors que celle de l'Ontario était majoritairement anglicane ou protestante. Le catholicisme se distingue de toutes les autres confessions chrétiennes par sa structure hiérarchique et par sa conception de la théologie morale. Dans ce projet, nous examinons dans quelle mesure le fait d'appartenir à des confessions où le pouvoir de définir les normes morales est structuré de manière différente et repose sur des conceptions différentes de la source de la vérité morale est lié à la différence du rythme de diffusion de la cohabitation au Québec et en Ontario.

Tous les chrétiens d'Occident ont reçu en héritage la même doctrine sur la vie sexuelle. Cependant, depuis le 19^e siècle, l'autorité morale au sein de l'Église catholique est entièrement centralisée et la définition du magistère ne relève en pratique que du chef de l'Église (le dogme de l'autorité papale a été adopté en 1870). La théologie morale est vue comme une science au sens le plus strict du mot, suivant Saint Augustin et Saint Thomas d'Aquin qui considèrent que la raison guidée par la foi permet à l'homme de trouver l'ordre naturel de la création et de l'accepter librement. La vérité n'est pas matière à délibération. La loi naturelle vraie est consignée dans le Canon, qui lie tous les catholiques.

Pour leur part, les anglicans et les protestants n'ont jamais aboli l'autorité collégiale: toutes les questions de dogme, y compris les questions morales, relèvent de synodes, sont matière à débat et soumises au vote, la source de la vérité morale étant l'assemblée des fidèles. Ils ont également rétabli l'autonomie dont jouissaient autrefois les églises locales d'Occident, que les églises d'Orient n'ont, elles, jamais perdue. Cette autonomie des églises locales est réelle. Par exemple, proclamer un Canon pour le Canada relève de l'Église unie du Canada, qui n'est

jamais tenue de proclamer ceux qui sont adoptés par l'Église d'Angleterre. Décider du bien et du mal par délibération et vote a permis aux anglicans d'accepter la contraception tout d'abord au nom de la nécessité, pour l'Église, de définir la morale dans l'histoire, puis de tolérer que cette question soit l'affaire de la conscience du croyant.

Notre hypothèse générale est que, à partir de la fin des années 1960, la nature des croyances et la structure de l'autorité de l'Église catholique ont poussé les Québécois, alors massivement catholiques, à chercher collectivement les règles morales de la vie familiale en dehors du cadre religieux et dans la perspective individualiste qu'il était alors possible de choisir, tandis que les Ontariens, principalement anglicans ou protestants, ont disposé d'une marge qui leur a permis de faire évoluer les règles morales de leurs propres institutions religieuses et donc de continuer à penser les règles morales de la vie familiale à l'intérieur du cadre religieux, le pouvoir des fidèles sur les questions de morale religieuse permettant paradoxalement au contrôle de ces questions par la communauté de maintenir sa légitimité. L'hypothèse est exposée en détail dans un article qui doit paraître en 2006 dans le *Canadian Journal of Sociology*.

Cette hypothèse est générale et permet d'étudier l'évolution comparée de l'ensemble des opinions et des comportements liés à la vie familiale, à la sexualité et à la reproduction. Dans ce projet, nous nous limitons à deux questions: 1) l'évolution de l'opinion sur la vie familiale, la sexualité et la reproduction au Québec et en Ontario du milieu des années 1950 à la fin des années 1980, et 2) l'évolution du choix de la cohabitation comme forme de vie de couple au Québec et en Ontario de 1946 à 2001.

Méthodologie

Dans le premier cas, nous montrons que, au début de la période étudiée, l'opinion québécoise était plus proche de la doctrine chrétienne commune que l'opinion ontarienne, mais qu'un écart s'est creusé progressivement entre les deux opinions à partir de la fin des années 1960, l'opinion québécoise s'écartant de plus en plus de la doctrine chrétienne. Nous cherchons également à montrer que cette différence, constatée à l'échelle des provinces, tient essentiellement, toutes choses étant égales par ailleurs, à l'évolution différente de l'opinion des communautés les plus importantes de chacune des deux provinces, les francophones catholiques du Québec et les anglicans ou protestants anglophones de l'Ontario. Cette étude se fait à partir des données des enquêtes Gallup

réalisées à partir de 1953 et déposées au centre de données de l'Université Carleton. Nous n'utilisons que le sous-échantillon des résidents du Québec et de l'Ontario, dont la taille varie entre 700 et 750 personnes. Nous calibrons les données individuelles sur la composition de la population par âge et sexe à l'intérieur de ces deux provinces, selon le recensement le plus récent. Les questions ont été formulées de manière à opposer la norme traditionnelle héritée de la doctrine chrétienne aux comportements nouveaux qui s'éloignent de cette norme. Nous regroupons les réponses en trois catégories (en faveur de la norme traditionnelle, sans opinion, en faveur des comportements nouveaux) et nous estimons l'effet sur les réponses des variables indépendantes (effet conditionnel de la langue, de la religion et de la province, des effets nets de l'âge, du sexe, et de l'éducation) au moyen de la régression logistique multinomiale. Si notre hypothèse est exacte, l'effet net de la combinaison des modalités «français», «catholique» et «Québec» ne devrait pas être différent de l'effet net de la combinaison des modalités «anglais», «anglican ou protestant» et «Ontario» (catégorie de référence de la relation conditionnelle) au début de la période étudiée, et être de plus en plus souvent significativement différent au fur et à mesure que l'on s'approche de la fin de cette période. Nos résultats corroborent notre hypothèse; ils doivent paraître en 2007 dans *Canadian Studies in Population*.

Dans le deuxième cas, nous étudions l'évolution du choix de la cohabitation au Québec et en Ontario à partir des données de l'*Enquête rétrospective sur la famille* de 2001. La propension à choisir la cohabitation plutôt que le mariage est un risque. Nous montrons tout d'abord que le risque de former une union en cohabitant plutôt qu'en se mariant a été identique dans les deux provinces avant la fin des années 1960 et plus élevé au Québec qu'en Ontario depuis. Une fois cela établi, nous rendons compte de cette variation par la conjonction de la langue, de la religion et du territoire. Comme dans l'étude des opinions, nous montrons que l'effet net de la combinaison des modalités «français», «catholique» et «Québec» n'est pas très différent de l'effet net de la combinaison des modalités «anglais», «anglican ou protestant» et «Ontario» au début de la période étudiée, mais il le devient avec le temps. Dans ce cas-ci, cependant, l'hypothèse peut être testée directement au moyen d'un seul coefficient. Les résultats de cette étude ont été présentés sous forme de communication au 25^e congrès de

l'Union internationale pour l'étude scientifique des populations à l'été 2005; la présentation définitive sous forme d'article a été soumise à une revue scientifique qui l'évalue.

Action de l'État et fécondité. Les facteurs individuels liés aux politiques de soutien à la fécondité dans un État démocratique

Le Canada, comme la plupart des pays occidentaux, vit depuis quelques décennies un régime de fécondité faible qui ne permet pas d'atténuer le vieillissement ni, à terme, de maintenir la taille de sa population. Ce fait est connu de même que ses conséquences sur l'économie et la viabilité des programmes sociaux, notam-

ment des régimes d'assurance-maladie et de retraite. La politique actuelle face à ces conséquences consiste à favoriser l'immigration, et cette approche permet en effet encore d'assurer la croissance de la population canadienne. Néanmoins, il semble au moins prudent d'examiner ce que pourraient être, dans un État démocratique et dans le contexte contemporain, des politiques dont le but serait d'amener la fécondité au niveau du remplacement des générations.

Le programme utilise principalement les données de l'*Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (EDTR), seule source de données canadiennes qui permette d'étudier les rapports entre les événements démographiques,

l'emploi et le revenu dans une perspective longitudinale. Toutes choses étant égales par ailleurs, on s'attend 1) à ce que le coût des enfants réduise la fécondité, 2) à ce que l'incertitude ait un effet négatif sur la formation des unions, leur stabilité et la fécondité, 3) à ce que le niveau des ressources ait un effet positif, 4) à ce que des ressources élevées réduisent l'effet négatif de l'incertitude. Dans la mesure où ces hypothèses s'avèrent fondées, il sera raisonnable de conclure que, dans la population canadienne, la fécondité et ses précurseurs sont sensibles à l'incertitude et au coût des enfants et donc que des politiques publiques qui réduiraient ces facteurs pourraient augmenter la fécondité.

Le choix d'un ou plusieurs prénoms. D'une pratique à l'autre

Caroline Legrand

Note de recherche

Caroline Legrand est anthropologue et affiliée au Laboratoire d'anthropologie sociale à Paris. Elle est post-doctorante au CELAT à l'Université Laval et elle a également reçu un complément de bourse du Partenariat Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles. Elle poursuit actuellement des recherches au Québec à la suite d'une réflexion amorcée depuis plusieurs années autour des pratiques de nomination et de la généalogie.

Inscrite au fondement de l'identité, tant individuelle que collective, la dénomination n'a eu de cesse d'interroger les ethnologues, surtout depuis que Claude Lévi-Strauss a mis à jour les trois fonctions majeures que recouvrait ce principe, à savoir la classification, l'identification et la description. Partout où ils se déplaçaient, les spécialistes de la parenté ont ainsi tenté de décrypter les règles sociales et juridiques qui concourent à l'attribution de noms de familles, de prénoms et de surnoms, étant entendu que la dation de noms ne relève pas de choix irrationnels. Bien au contraire. Cette pratique, présente dans toutes les sociétés, répond à un ensemble de codes et de règles qui varient d'un contexte culturel à l'autre¹, d'une époque à l'autre², de sorte que si certaines sociétés recourent au sexe et au rang de naissance de l'enfant à naître pour déterminer le nom qu'elles lui donneront, d'autres font appel à dessein à l'identité du dernier défunt.

Dans des espaces marqués par l'arrivée massive de milliers de migrants, aux origines, histoires et profils distincts, il convient de s'interroger sur la façon dont chaque groupe culturel a tenté tantôt de conserver ses propres stratégies de nomination tantôt de s'approprier celles du groupe dominant. Notre regard s'est porté sur Sainte-Catherine de la Fossembault, une région québécoise qui fut touchée par l'arrivée massive de migrants irlandais dans les années 1820 et qui conserve actuellement, tant sur le plan territorial que linguistique, des traces tangibles de cette implantation.

Notre corpus est constitué principalement de données nominatives contenues dans les archives paroissiales. En tout, ce sont 3 487 registres de baptême, 1 146 actes de sépultures et 644 registres de mariage que nous avons analysés pour la seule période de 1832-1901; des données que nous avons commencé à compléter pour la période 1902-1941 par l'étude archivistique du fonds Drouin et pour la période plus récente par plusieurs enquêtes orales. Ces sources écrites sont un moyen inestimable de comparer les trajectoires sociales de deux populations catholiques, l'une anglophone, l'autre francophone. Même si elles contiennent parfois des erreurs, des omissions ou que leur lecture est rendue difficile du fait de la détérioration du support papier utilisé, les informations contenues dans ces archives peuvent nous aider à déceler la manière dont chacune de ces communautés se comporte et évolue à l'égard des faits de nomination.

Un des faits marquants à ce sujet concerne l'attribution de deux, trois ou quatre prénoms à un même enfant; une pratique qui, si elle tend à prendre de l'ampleur voire à se généraliser tout au long de la deuxième moitié du 19^e siècle, concerne les familles francophones plus que les familles d'origine irlandaise, et les filles plus que les garçons.

À titre indicatif, le pourcentage de prénoms multiples est passé, pour les filles d'ascendance irlandaise, de 6,2 % sur la période 1835-1849 à 63,6 % pour la période 1880-1895. Pour les filles nées de Canadiens français, ce sont 88,5 % qui reçoivent plusieurs prénoms sur la dernière période, contre 33,7 % dans les années 1835-1849. Chez les garçons d'ascendance irlandaise, seuls 3,4 % sont dotés de deux, trois ou quatre prénoms entre 1835 et 1849. Ils sont 40 % à l'être à l'aube du 20^e siècle, soit pratiquement deux fois moins que les enfants de sexe masculins nés de parents francophones. Entre 1880 et 1895, 79,8 % d'entre eux sont nantis de plusieurs prénoms, alors qu'ils n'étaient que 20,3 % à l'être dans les années 1835-1849.

¹ Zonabend F., 1980, «Le nom de personne», *L'Homme* 20/4: 7-23; Collard C., 1985, «Parenté et communauté à Rivière-Fremiotte 1880-1960», *Anthropologie et Sociétés* 93/3: 57-85; Fine Agnès & Ouellette Françoise-Romaine (ed.), 2005, *Le nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Toulouse, Les Presses Universitaires du Mirail.

² Geertz H. & C. Geertz, 1964, "Teknomy in Bali: parenthood, age grading and genealogical amnesia", *The Journal of the Royal Anthropological Institute of Great-Britain and Ireland* 94/2: 94-108. Voir aussi Alford R.-D., 1988, *Naming and Identity: A Cross-Cultural Study of Naming Practices*. New Haven, Human Relations Area Files.

Cette tendance à la démultiplication des prénoms est d'autant plus forte en milieu francophone que plusieurs couples font chaque année le choix de doter le nouveau-né non plus de deux mais de trois ou quatre prénoms. Au-delà du phénomène de mode qui semble toucher ces familles dans les années 1850, on sait ainsi que beaucoup d'entre elles attribuaient les prénoms Marie ou Joseph à chacun de leurs enfants, petit-nom auquel elles ajoutaient le prénom d'usage du parrain ou de la marraine, ainsi qu'un autre prénom simple ou composé que les couples affectionnaient. Seul ce dernier était généralement conservé comme nom d'usage de l'enfant. À titre d'exemple, citons le cas de Marie Sophie Georgina, née en décembre 1869, et dont l'acte de mariage conclu dix-neuf ans plus tard prouve qu'elle n'était connue et identifiée du reste de sa communauté que sous le nom de Georgina. Si la démultiplication des prénoms semble être le fait des communautés francophones plus que des familles anglophones, d'autres critères permettent de distinguer ces entités culturelles.

- Pour rester dans le domaine des prénoms d'abord, on constate qu'en dépit de la proximité géographique de ces deux groupes, les phénomènes d'emprunts sont excessivement rares. Aucun *John*, *James* ou *Thomas* d'identifié en milieu francophone au milieu des années 1850 alors que ces prénoms étaient massivement attribués chez les familles issues de la migration irlandaise (29 *John* entre 1835 et 1837, 10 *James* entre 1842 et 43). Inversement, *Philomène* que l'on pourrait considérer comme un marqueur générationnel chez les filles nées, entre 1850 et 1860, en milieu francophone est absent des corpus onomastiques anglophones.
- Le patronyme, lui aussi, possède ses spécificités culturelles, puisque les noms-dits comme *Ouvrard*, dit *Laperrière*, *Sénéchal*, dit *Julien*, *Marcotte*, dit *Lépine* ou encore *Faucher*, dit *Châteauevert* sont une spécificité des familles-souches québécoises seulement. Certes, il ne faut pas écarter la possibilité de voire attribuer des surnoms aux groupes domestiques revendiquant des origines irlandaises, mais ceux-ci ne semblent pas faire l'objet de transcriptions écrites dans les registres étudiés.

Des nouvelles des partenaires du milieu communautaire

Portrait de familles

Jocelyne Valois

pour la Confédération des organismes familiaux du Québec

Donner la *Parole aux familles* afin de tracer le portrait de leur vécu familial et de leurs aspirations et d'élaborer de nouvelles pistes d'action, tel est l'objectif central des États généraux sur la famille qui, organisés par la Confédération des organismes familiaux du Québec (COFAQ), se tiendront les 27 et 28 octobre 2006.

La première étape de ces États généraux a été une consultation des familles à l'échelle du Québec, à l'automne 2005. À cette fin, la COFAQ a largement distribué un questionnaire dans les réseaux communautaires et dans quelques instances locales tout en le rendant disponible sur son site Internet. Plus de mille deux cents personnes ont répondu à l'invitation de prendre la parole et, finalement, près de huit cents questionnaires ont été retenus pour l'analyse.

Portrait de familles est le rapport de cette enquête exploratoire¹. Bien qu'ils n'aient pas été sélectionnés selon les règles d'un échantillon scientifique, les répondants sont assez représentatifs des familles québécoises: ils viennent de toutes les régions administratives, à l'exception du Nord du Québec, et leur répartition selon les types familiaux (biparental intact, biparental recomposé, monoparental) est la même que celle de l'ensemble des familles. Soulignons toutefois que, malgré leur présence, les pères seuls et les membres de famille immigrante

sont sous-représentés. Par contre, aussi invités à participer à l'enquête, quelques grands-parents et membres d'une famille élargie se sont joints aux répondants.

Ce rapport fait état du profil socioéconomique des répondants, de leur exercice de la parentalité, de leurs conditions de vie, de leurs niveaux de satisfaction et de leurs aspirations, le tout conduisant à quelques pistes pour l'action.

C'est dans le profil socioéconomique que se retrouvent les données touchant l'âge et la scolarité, l'état civil, le revenu personnel, la typologie familiale et le revenu familial. La référence à ces données de même que le nombre élevé de répondants permettent ensuite, tout au long du rapport, de faire une analyse comparée des réponses selon les diverses situations familiales.

L'exercice de la parentalité touche à la fois des données objectives, tels la taille des familles et l'âge des enfants, et des aspects plus subjectifs reliés à la vie familiale au quotidien. Parmi ces aspects, les images utilisées par les répondants pour illustrer leur famille ressortent tout particulièrement et elles servent d'avant-propos à toutes les sections du rapport. Sont aussi pris en compte la question du temps passé et des meilleurs moments de plaisir avec les enfants, la présence de difficultés particulières, les souhaits pour une vie familiale plus heureuse et,

enfin, le sentiment de pouvoir dans les programmes et services touchant les enfants.

Avec la section sur les conditions de vie, le portrait se précise encore. Cette fois, il s'agit de l'évaluation personnelle de la stabilité affective et matérielle, de la conciliation famille-travail, du soutien de la famille élargie et d'un réseau social, des conditions de logement. La conciliation famille-travail est vue sous l'angle de la satisfaction quant au temps qui lui est alloué, selon les types de famille et selon les niveaux de revenu familial.

Les niveaux de satisfaction et les aspirations, présents dans les sections précédentes, sont approfondis pour ce qui est des valeurs à transmettre, des relations familiales et sociales, des attentes envers les organismes communautaires et de l'appréciation des services publics. Cette section se termine avec les mesures suggérées pour l'élaboration d'une politique familiale globale et elle est suivie des pistes d'action inspirées par l'ensemble du rapport.

Ces données amorcent en même temps les étapes suivantes des États généraux: la validation des propositions d'actions collectives lors de forums régionaux et la tenue des États généraux comme tels. Déjà, il est prévisible que tout le processus sera l'occasion de renouveler et de renforcer les positions et les pratiques communautaires touchant les familles.

¹ COFAQ (mars 2006). *Portrait de familles. Enquête exploratoire*. Analyse et rédaction: Jocelyne Valois. Disponible sur le site de la COFAQ: <http://www.cofaq.qc.ca/> Voir : États généraux sur la famille.

Des nouvelles des partenaires du milieu gouvernemental

Publications du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

Suzanne Lamy

Nouvelles publications de la Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique (DGARES), du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF).

Plusieurs recherches ont fait récemment l'objet d'une publication ou seront publiées sous peu par le Ministère. Le portrait statistique des familles au Québec, la participation des aînés au développement de la société, les services de garde et leur programme éducatif sont autant de sujets ou d'aspects abordés par nos chercheurs.

Un portrait statistique des familles au Québec, édition 2005

Le Ministère a publié récemment une nouvelle édition du *Portrait statistique des familles au Québec*. L'édition 2005 vise à susciter l'intérêt de tous et chacun, à encourager une plus large consultation du recueil dans la poursuite de fins professionnelles ou simplement dans la réponse à des interrogations personnelles. Dans nos vies quotidiennes, nous sommes parfois interpellés par formulaire sur une multitude de renseignements dont nous ne connaissons pas toujours l'usage ou la finalité. Dans un ministère comme celui de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, toute information qui permet de caractériser les personnes et les familles sur les plans socio-démographique ou socioéconomique, d'identifier les évolutions qui surviennent dans le temps, de mesurer l'ampleur des changements, de lever le voile sur une réalité méconnue de la majorité, présente un intérêt certain. Les événements qui ponctuent la vie des personnes, les spécificités des familles avec enfants, immigrées, autochtones ou nombreuses, la scolarité des parents, les caractéristiques des milieux de vie des enfants, les modalités de vie des jeunes, l'activité des parents, le revenu familial, l'emploi du temps et certaines conditions de vie générales, sont au coeur de ce portrait.

Cette édition 2005 du Portrait a été coordonnée par madame Louise Dallaire avec la collaboration de plusieurs professionnel(le)s de la DGARES.

Étude sur la participation des aînés au développement de la société et sur les politiques du vieillissement au sein de quelques administrations de l'OCDE. Recueil de pratiques exemplaires

Afin d'alimenter sa réflexion, le Ministère a confié à l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP le mandat de réaliser une étude sur les aînés. Les travaux ont eu lieu durant l'automne 2005. L'étude a porté sur huit administrations: l'Australie, l'Autriche, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Ontario et le Royaume-Uni. À la suite de ces travaux, deux documents ont été publiés dont l'un contient un portrait général de la situation des aînés pour chaque pays ou province ainsi que des informations pertinentes sur leur participation à la société et sur la préparation ou l'adoption d'une politique du vieillissement dans les administrations mentionnées. Le deuxième document regroupe la description de pratiques exemplaires destinées aux aînés.

Les travaux ont été supervisés et réalisés par madame Dolorès Grossemy et par monsieur Charles Florent Mballa, assistés de monsieur Mathieu Carrier, de l'ENAP. Les deux documents sont disponibles à la DGARES par l'entremise de Suzanne Lamy : suzanne.lamy@mfacf.gouv.qc.ca

Protocole d'utilisation. Échelle d'observation de la qualité éducative

- [Les services de garde en installation pour les enfants de 18 mois ou plus](#)
- [Les services de garde en milieu familial](#)
- [Les services de garde en pouponnière](#)

En publiant trois protocoles d'utilisation des échelles d'observation de la qualité éducative, le Ministère vient compléter la trousse d'outils mise à la disposition des services de garde pour évaluer la qualité éducative des services offerts. Avec les échelles, les guides de cotation et maintenant les protocoles, le milieu des services de garde et les milieux de formation disposent maintenant d'une trousse complète qui permet d'enclencher une démarche de soutien pédagogique afin d'évaluer la qualité éducative des différents types de garde régis au Québec. Ces protocoles décrivent les modalités de la démarche de soutien pédagogique qui peut se faire auprès d'une seule personne, d'un petit groupe ou même de l'ensemble du personnel d'un service de garde. Les trois nouvelles publications ont été conçues et rédigées par la même équipe qui a conçu et rédigé les échelles.

Les publications sont disponibles dans le site Internet du Ministère sous la rubrique Publications, onglet Services de garde : www.mfacf.gouv.qc.ca/publications/index.asp.

Accueillir la petite enfance. Le programme éducatif des services de garde du Québec: Un guide pour le personnel éducateur et les responsables d'un service de garde en milieu familial

Le Ministère travaille présentement sur une mise à jour du programme éducatif des services de garde régis du Québec. Publié pour la première fois en 1997, le programme éducatif exposait les objectifs poursuivis et les principes soutenant les interventions éducatives en services de garde. Dès 2001, une démarche de mise à jour a été enclenchée avec la collaboration des regroupements et des associations de services de garde. Plusieurs consultations se sont tenues entre 2003 et 2005 pour proposer une version mise à jour du programme. Puisque la nature des interventions éducatives varie beaucoup selon l'âge des enfants, le programme éducatif proposera différentes façons d'adapter l'encadrement des enfants, les activités et l'aménagement des lieux en fonction des caractéristiques des enfants ou du groupe d'enfants. Les objectifs poursuivis de même que les principes de base énoncés en 1997 seront repris en grande partie dans la nouvelle version. Toutefois, un principe important sera ajouté concernant la contribution de la vie de groupe sur la socialisation de l'enfant.

Comme le nouveau programme se veut un guide à l'usage du personnel éducateur et des responsables d'un service de garde en milieu familial et qu'il suppose la réflexion sur l'enfant, sur son développement et sa socialisation ainsi que sur la coopération à développer avec les parents ou les partenaires du milieu, il deviendra facilement un outil favorisant la qualité de leurs interventions éducatives.

Un Avis du Conseil de la famille et de l'enfance

Odette Plante

Responsable des communications

Le Conseil de la famille et de l'enfance a le plaisir de vous informer que le 15 mai dernier il a rendu public son Avis *Créer des environnements propices avec les familles-Le défi des politiques municipales*.

Dans cet Avis, le Conseil de la famille et de l'enfance soumet au monde municipal des orientations et des recommandations innovatrices les incitant à mettre en place une politique familiale. Le Conseil invite également les autres paliers de gouvernement et les organismes sociaux et communautaires à s'associer au monde municipal afin de les soutenir dans cette démarche.

Vous pourrez faire le lien sur le site internet du Conseil www.cfe.gouv.qc.ca pour obtenir le communiqué de presse et consulter l'Avis.

Publications de l'équipe de démographie de l'Institut de la statistique du Québec

Louise Bourque

Institut de la statistique du Québec

Le 12 mai dernier, la ministre des Affaires municipales et des Régions, Mme Nathalie Normandeau, a présidé au lancement de trois études originales publiées par la Société d'habitation du Québec (SHQ) dont une a été réalisée par deux démographes de l'ISQ.

- *L'évolution démographique et le logement au Québec : rétrospective 1991-2001 et perspectives 2001-2051*, Esther Létourneau et Normand Thibault, DMDES, de l'Institut de la statistique du Québec, 138 pages.
- *Les ménages d'une seule personne et le logement au Québec*, Hélène Dagenais (consultante), 106 pages.
- *Conditions d'habitation des ménages québécois en milieu rural*, Claudine Roy de la Société d'habitation du Québec, 90 pages.

Les trois études sont disponibles sur le site de la SHQ: www.shq.gouv.qc.ca

Présentation d'un ouvrage:

Canada's Changing Families. Implications for Individuals and Society

Edited by Kevin McQuillan and Zenaida R. Ravanera
University of Toronto Press, 2006, 306 p.

*Par Évelyne Lapierre-Adamcyk, professeure au département de démographie de l'Université de Montréal
et membre de l'équipe du Partenariat Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles*

Ce livre regroupe un ensemble de textes que l'équipe de chercheurs réunis autour de Roderic Beaujot de l'University of Western Ontario a produits dans le cadre d'une subvention stratégique du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada sur la cohésion sociale. Le projet s'intitulait Social Cohesion and Family Transformations.

Le livre comprend trois parties. La première examine les diverses dimensions des changements familiaux liés à la venue des enfants, au travail des parents et au retard des transitions vers l'âge adulte. Après un chapitre d'introduction de Ravanera et McQuillan, le chapitre 2 de Beaujot et Muhammad présente l'évolution de la fécondité et du désir d'enfants dans le cadre des transformations familiales; on y trouve en particulier des données sur les taux de fécondité, sur la distribution des hommes et des femmes selon le nombre d'enfants qu'ils prévoient avoir au cours de leur vie, sur les facteurs liés à la venue du premier, du deuxième et du troisième enfant, ainsi qu'une discussion des conditions qui entourent le niveau de faible fécondité au Canada et dans les pays occidentaux. Les deux chapitres suivants mettent l'accent sur le travail des parents et le temps consacré à la famille; celui de Lapierre-Adamcyk, Marcil-Gratton et Le Bourdais (chapitre 3) examine la complexité des régimes de travail des parents dans les familles biparentales qui ont de jeunes enfants et illustre les liens entre le bien-être économique et la participation des deux parents au marché du travail; on y démontre aussi que les horaires atypiques qui interfèrent nécessairement avec le temps familial ne mènent pas à un niveau de vie plus élevé. Le chapitre suivant (chapitre 4), de Rapoport et Le Bourdais, se fonde sur l'Enquête sociale générale (ESG) de 1992 et de 1998 (budget-temps), mesure le temps que les pères et les mères consacrent à leurs enfants, tout en tenant compte de leur régime de travail et du type de familles et en faisant ressortir les différences entre les

hommes et les femmes. Cette partie se termine par la discussion que propose Beaujot (chapitre 5) des conséquences liées aux délais dans l'atteinte des diverses phases de la vie: par exemple quels sont les effets du prolongement des études et de l'entrée tardive dans la vie de couple et de parent sur le bien-être des jeunes enfants, sur le déroulement de la vie des jeunes adultes et sur leur capacité d'investir dans le capital humain et d'en récolter les bénéfices économiques? Quelles sont les conséquences des changements dans le passage à la retraite dans le contexte d'une société vieillissante? L'auteur présente des données sur la situation canadienne et s'inspire de la recherche récente sur les sociétés occidentales pour proposer des interprétations et apporter des éclairages stimulants.

La seconde partie est centrée sur les enfants et s'interroge sur la façon dont les investissements qui les concernent sont affectés par les changements familiaux. Kerr dans le chapitre 6 se penche sur les effets des changements familiaux sur la pauvreté des enfants et sur le développement de ces derniers. L'auteur montre la complexité des relations entre structures familiales, pauvreté et difficultés ressenties par les enfants, et conclut à l'impossibilité de trancher de façon définitive quant à la direction de la causalité entre ces diverses dimensions: les difficultés des enfants sont-elles dues à la pauvreté ou à la structure familiale? Dans le chapitre 7, Mac Con montre, grâce aux données de l'ELNEJ*, 3 premiers cycles, que les adolescents des familles monoparentales et recomposées ainsi que des familles à faibles revenus sont plus susceptibles de ressentir des troubles émotifs que ceux des familles plus stables et à revenus plus élevés. De plus, il semble que les familles plus stables soient plus susceptibles de voir leurs adolescents franchir le passage vers l'école secondaire sans difficultés émotives. Au chapitre 8, Provencher, Le Bourdais et Marci-Gratton s'interrogent sur les liens entre la séparation des parents sur le comportement conjugal de leurs enfants devenus adultes. Fondés sur l'ESG1995, les résultats montrent que les jeunes adultes dont les parents se sont séparés pendant leur enfance ont une probabilité plus grande d'adopter des comportements conjugaux différents, comme entrer en union à un âge plus précoce, avoir un enfant hors union, entrer en union avant de terminer leurs études et autres. Cette deuxième partie se termine par l'examen des liens entre la participation des mères monoparentales au marché du travail et les divers contextes des politiques sociales au Québec, en Ontario et en Alberta (chapitre 9 rédigé par Meilleur et Lapierre-Adamcyk). Les auteures concluent à l'intérêt de l'analyse des comportements sous l'éclairage de l'environnement créé par les politiques publiques.

La troisième partie porte sur la solidarité familiale au Canada et sur les multiples façons que les individus adoptent pour s'intégrer dans la société. Le chapitre 10, rédigé par Rajulton et Ravanera, se fonde sur l'ESG1996 qui portait sur l'entraide et le soutien social, et mesure le degré de solidarité familiale au Canada; les auteurs concluent que le système de soutien familial est en bonne santé, en dépit des récentes transformations familiales majeures. Entre autres, on constate que les liens familiaux demeurent des déterminants plus importants de la solidarité familiale que d'autres dimensions de la vie individuelle ou sociale. Les mêmes auteurs poursuivent leur exploration de ces questions au chapitre 11 en utilisant cette fois l'ESG1998 combinée au recensement de 1996 pour mesurer l'intégration sociale au cours des différentes phases de la vie. De nombreux concepts sont utilisés et comparés, égalité, inclusion, sentiment d'appartenance, participation civique, légitimité des institutions et autres. L'analyse montre que l'intégration sociale varie au cours du cycle de vie, mais aussi avec le passage du temps, la génération des «baby-boomers» ayant profondément influencé les tendances. Le livre se termine par une réflexion de McQuillan sur les changements familiaux et leur importance et leur pertinence pour l'élaboration des politiques sociales.

* ELNEJ: Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes.

Le partenariat

Composition de l'équipe

L'équipe de recherche est composée d'Hélène Belleau, Johanne Charbonneau, Renée B. Dandurand, Benoît Laplante, Denise Lemieux, Françoise-Romaine Ouellette de l'INRS-Urbanisation, Culture et Société et d'Évelyne Lapierre-Adamcyk, de Marianne Kempeneers et d'Alain Roy de l'Université de Montréal. Benoît Laplante et Alain Roy se sont joints à l'équipe cette année.

Les partenaires communautaires sont la Confédération des organismes familiaux du Québec

(COFAQ - Denise Campeau-Blanchette), le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec (RIOPFQ - Yves Lajoie), la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ - Sylvie Lévesque) et la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF - Marie Rhéaume).

Les partenaires gouvernementaux sont le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (Marie-Andrée Fortin), le Conseil de la

famille et de l'enfance (Isabelle Bitaudeau), l'Institut de la statistique du Québec (Louise Bourque), le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (Robert Baril) et le CSSS de Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent, centre affilié universitaire (Julie Paquette).

Françoise-Romaine Ouellette et Marie-Andrée Fortin sont coresponsables du partenariat et, depuis le début de l'année 2006, Michelle Comeau remplace Monique Provost comme coordonnatrice.

Des départs à souligner

Mme Marie-Andrée Fortin vient tout juste d'annoncer son départ à la retraite. Quant à Monique Provost et Robert Baril, ils occupent dorénavant de nouvelles fonctions au sein de leur milieu de travail. L'équipe du Partenariat tient à les remercier vivement de leur présence chaleureuse ainsi que de leur implication constante et stimulante au long de ces années. Tous, nous en conservons un souvenir très précieux et leur souhaitons de beaux projets pour l'avenir.

Quelques activités du partenariat en 2005-2006: Séminaires et conférences-midis

Depuis la parution de dernier bulletin en mai 2005, quatre séminaires ont été organisés par le partenariat: ils ont attiré généralement entre 40 et 50 personnes chacun. Nous en rappelons les titres:

- *Les pratiques de nomination* (28 octobre);
- *La parentalité dans les organismes communautaires famille* (25 janvier);
- *Les histoires de famille et les généalogies au XXI^e siècle* (27 mars);
- *Repenser l'adoption et son encadrement juridique* (24 mai).

Des conférences-midis ont également été dispensées par Claudine Attias-Donfut (*Solidarités intergénérationnelles et transmission familiale*), Anne Revillard (*Le droit de la famille comme objet de mobilisations: les luttes des mouvements de femmes au Québec pour améliorer le règlement des conséquences financières du divorce 1975-1995*), Frédéric Lesemann (*L'avenir des retraites*), Germain Bingoly (*L'influence des caractéristiques du premier emploi des hommes sur l'arrivée du premier enfant au Canada*), Caroline Henchoz (*L'usage de l'argent au sein du couple: un révélateur sociologique du processus de construction conjugale et des rapports de couple*).

Quelques publications récentes du partenariat et de ses membres

(Autres que celles mentionnées dans d'autres rubriques de ce Bulletin)

- Partenariat «Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles», *Agir sur les politiques familiales. La recherche: un outil indispensable, fiches synthèses de transfert de connaissances et Guide d'animation*, recherche et rédaction: Julie Paquette et Marie-Claude Michaud; supervision scientifique: Françoise-Romaine Ouellette, 2005. Cette publication est disponible sur le site du partenariat: <http://partenariat-familles.inrs-ucs.quebec.ca>
- Louis Duchesne (Institut de la statistique du Québec), *Les noms de famille au Québec: aspects statistiques et distribution spatiale*, 2006, 169 pages.
- Alain Roy, *Le droit de l'adoption au Québec. Adoption interne et internationale* (préface de Renée Joyal), Montréal, Éditions Wilson & Lafleur, 2006, 254 pages (Lois et règlements connexes en annexe).
- *La famille et les relations intergénérationnelles: quelle place dans l'intervention? Actes du 2^e volet du colloque, 19 mai 2005*, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent (Direction de la qualité, de l'innovation, des pratiques professionnelles, de l'enseignement et de la recherche), 2006. On peut y trouver des articles des chercheurs de l'équipe du partenariat, soit Renée B. Dandurand, «L'intervention auprès des familles: à la croisée du soutien familial et de l'aide publique»; Marianne Kempeneers et Marie Vanbremeersch, «Biographies et solidarités familiales au Québec»; Françoise-Romaine Ouellette, «Conférence synthèse en plénière».
- Conseil de la famille et de l'enfance, *Prendre en compte la diversité des familles*, recherche et rédaction: Chantale Dumont; coordination: I sabelle Bitadeau, 2005, 133 pages. <http://www.cfe.gouv.qc.ca>
- Conseil du statut de la femme (avec la collaboration du MICC). *Des nouvelles d'elles. Les femmes immigrées du Québec*, direction: Thérèse Mailloux; recherche et rédaction: Diane Guilbault, avec la collaboration de Mariangela Di Dominico, 2005, 104 pages. www.csf.gouv.qc.ca
- *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Agnès Fine et Françoise-Romaine Ouellette (dir.), Presses universitaires du Mirail, 2005. Cet ouvrage, qui a bénéficié d'un soutien du Partenariat, comprend une introduction réalisée par Françoise-Romaine Ouellette et Agnès Fine, «La révolution du nom dans les sociétés occidentales contemporaines», ainsi que divers articles des membres de l'équipe du Partenariat: notamment Denise Lemieux (INRS UCS), «Nommer le premier enfant. Pratiques et discours de parents québécois», Louis Duchesne (Institut de la statistique du Québec), «Les prénoms mixtes aux XIX^e et XX^e siècles au Canada, en France et aux États-Unis», Josianne leGall (CSSS Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent) et Deirdre Meintel, «Pratiques de nomination des enfants et projets identitaires dans les unions mixtes à Montréal».
- *Familles en mouvance: Quels enjeux éthiques?*, Françoise-Romaine Ouellette, Renée Joyal et Roch Hurtubise (dir.), Presses de l'Université Laval, Collection «Culture & Société», 2005. Outre une présentation rédigée par les trois professeurs responsables, «Regards éthiques sur les transformations familiales», cet ouvrage comprend des articles produits par des chercheurs du Partenariat: Françoise-Romaine Ouellette «L'adoption devrait-elle toujours rompre la filiation d'origine? Quelques considérations éthiques sur la recherche de stabilité et de continuité pour l'enfant adopté», Renée B. Dandurand «Parentage multiple et partition des responsabilités», Denise Lemieux «Les enjeux éthiques des actions communautaires auprès des parents», Hélène Belleau et Céline Saint-Laurent «La décision d'hébergement des personnes âgées en institution: le point de vue des différents acteurs».

Production du bulletin

Michelle Comeau, coordonnatrice - 514-499-8274 - michelle.comeau@ucs.inrs.ca

Hélène Brien - 514-499-8294 - helene.brien@ucs.inrs.ca

Télécopieur : 514-499-4065

<http://partenariat-familles.inrs-ucs.quebec.ca>